



CERCA

Cellule de réflexion chrétienne  
sur l'actualité

# La pauvreté dans les Landes : un mal à combattre

## Un phénomène croissant

« 2010 : année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ». Qu'en est-il dans les Landes ? On croyait la pauvreté en voie d'être vaincue et pourtant elle demeure bien présente dans notre département, et même de plus en plus si l'on écoute les responsables caritatifs landais et si l'on se réfère aux comptes-rendus des interventions du Conseil Général. La réalité de la pauvreté serait même au-delà de ces bilans annuels car, pour des raisons diverses, toutes les personnes en difficultés ne frappent pas à la porte des organismes d'aide ou des associations caritatives. En tout cas, on ne saurait réduire le niveau de pauvreté à la stricte définition des seuils de pauvreté qui ne dévoilent pas pleinement la réalité. Quand il est question de pauvreté, on ne peut en effet que constater à quel point ce mot a bien du mal à dire la multitude des maux de ceux qu'elle affecte. Assurément, certains manques paraissent évidents : la nourriture, la chaleur au cours de l'hiver, l'accès à certains soins, les moyens de locomotion, la possibilité des études pour les jeunes, etc. Mais à ces manques s'ajoute la souffrance de ne plus compter pour les autres, ou même d'être un "parasite" comme certains discours ont fini par le faire croire. Être pauvre, c'est donc aussi constater que le sentiment de reconnaissance et la confiance en soi se dérobent. Et cela, aucun indicateur pour l'heure n'en tient compte.

### ***Dans les Landes,***

#### ***la pauvreté a de multiples visages***

La misère, forme extrême de la pauvreté, est le quotidien des personnes sans domicile fixe qui, peu épargnées par les aléas de la vie, ont décroché de la société. Venus souvent d'ailleurs, revenus de leur histoire (la maladie qui fait dévisser, le travail qui disparaît, la prison, la violence subie, l'enfance brisée, le couple qui se déchire), les S.D.F. arpentent les chemins de notre territoire en quête d'un mieux-vivre ou tout simplement d'une survie difficile. Moins visible car elle ne se voit pas dans la rue, il y a la

pauvreté qui affecte nombre de familles monoparentales, avec le plus souvent à leur tête des femmes dont le travail à temps partiel ou les allocations ne permettent pas d'honorer les fins de mois, sans compter d'autres difficultés qui peuvent s'ajouter (problèmes d'organisation, difficultés accrues pour l'éducation des enfants).

La pauvreté touche aussi de plus en plus de personnes âgées dont les pensions de retraite ne suffisent plus, des hommes et des femmes victimes de handicaps, des agriculteurs en difficultés, des chômeurs en fin de droits et des jeunes sortis du domicile familial, parfois en rupture, sans accès à l'emploi et peu éligibles au système des aides.

D'autres formes plus nouvelles émergent dans notre département : la pauvreté qu'ont du mal à dissimuler les "nouveaux nomades" en quête d'emplois saisonniers et vivant dans des véhicules de fortune, ou bien celle qui frappe des étrangers (notamment roumains) en quête d'un *eldorado* hypothétique en Espagne et qui, au détour de leur exil, se retrouvent dans les Landes.

#### ***Des causes universelles, des inquiétudes particulières***

Les causes de la pauvreté ne sont pas tellement différentes de celles qui affectent le reste du territoire national :

- La situation économique dont il n'y a pas lieu ici d'encoder les causes profondes rend l'emploi difficile pour certains parce que le travail manque ou parce que leur formation ne suffit pas, tandis qu'elle en oblige d'autres à se contenter d'un travail à temps partiel.
- La crise immobilière qui renchérit les loyers au point de rendre insolvables certaines familles.
- Le surendettement lié à cette crise immobilière mais également à de véritables abus de la promotion commerciale envers les personnes vulnérables.
- Les ruptures familiales qui, dans certains cas, fragilisent les conjoints ou leurs enfants.
- La crise des finances publiques et certains choix opérés en matière de fiscalité qui entravent la politique de redistribution.

Même s'il n'est plus une garantie contre la pauvreté (du fait du développement du temps partiel notamment), c'est encore de loin le travail qui prémunit le plus les personnes contre la pauvreté. Devant ce constat, nous ne pouvons qu'être inquiets devant les difficultés de l'agriculture landaise, des pertes d'emplois à venir dans la filière bois et des licenciements massifs dans certaines zones des Landes, en particulier à Hagetmau et Pontonx-sur-l'Adour, véritables témoignages de ce que lesdites restructurations industrielles peuvent produire comme insécurité sociale. De même, la diminution des dépenses d'intervention de l'État ne saurait nous rassurer car elle menace l'équilibre financier de nombre de ménages. Enfin, sans affirmer que les solidarités premières ont disparu - elles peuvent même être encore ponctuellement très vivantes -, nous nous inquiétons de leur affaïssement dans un monde qui va vite et qui parfois détricote le tissu social alors que, notamment dans les zones rurales, elles prémunissaient contre la solitude qui frappe souvent les plus démunis.

## **Des réponses multiples, des questions qui émergent**

Parce que les difficultés qui affectent les plus pauvres sont nombreuses, les réponses ne peuvent être que multiples. Elles sont notamment sociales, éducatives et politiques et sont ainsi portées par des institutions et organismes aux vocations très diverses mais souvent très complémentaires. Les Landes offrent de ce point de vue un formidable maillage d'organisations et d'associations engagées dans la lutte contre la pauvreté. Bien sûr, celui-ci a un revers : il témoigne de l'ancrage de la pauvreté dans les Landes où pas un seul territoire ne paraît épargné contre des fléaux qu'on croyait aujourd'hui disparus. Les Restos du cœur ne viennent-ils pas d'ouvrir une antenne à Saint-Sever et Gabarret parce que, là comme ailleurs, certains de nos concitoyens souffrent aujourd'hui d'insécurité alimentaire ?

### ***L'État et les collectivités, gages de la solidarité publique***

Bien entendu, dans une société de droits comme la nôtre, la lutte contre la pauvreté est heureusement une prérogative essentielle des pouvoirs publics. Il va sans dire que l'État, garant de la solidarité nationale, garde encore nombre de leviers de redistribution (RSA, aides au logement, assurance chômage, etc.) sur lesquels la vigilance doit être de mise à l'heure de la remise en question, partout en Europe, de l'État-providence, trop souvent jugé

aujourd'hui à l'aune de ses échecs sans toujours voir l'étendue de ses succès.

Afin d'assurer une meilleure réponse aux besoins, la décentralisation a donné aux départements nombre de prérogatives dans le domaine social (aide sociale, petite enfance, personnes âgées, etc.) qui constituent pour beaucoup de Landais un filet social d'importance que vient compléter l'action des communes. Celles-ci, par leur politique d'infrastructures diverses, notamment la réalisation de logements sociaux, apportent également une contribution importante à la lutte contre la pauvreté et à la mixité sociale qui doit s'organiser plus qu'elle ne doit s'imposer. En effet, au-delà des infrastructures qui peuvent rapprocher, c'est également en promouvant des activités où des personnes peuvent se retrouver en retrouvant les autres, que les communes - en lien avec les associations - facilitent elles aussi la recréation de liens si nécessaires pour éloigner la trappe de la solitude, quand ce n'est pas celle de la désocialisation.

### ***Les associations caritatives se mobilisent***

Dans notre département, les associations caritatives nationales (Emmaüs, Restos du cœur, Secours catholique, Secours populaire, Équipes Saint-Vincent, etc.) et locales fédèrent ainsi des centaines de bénévoles et plus encore de donateurs, tous soucieux du devenir de ceux pour qui la vie quotidienne multiplie les entraves au déroulement d'une vie décente. Elles tentent d'apporter des réponses aux urgences de la faim, du froid, de l'enclavement et du logement. Mais si elles portent le souci de parer au plus pressé, elles n'en oublient pas pour autant le manque essentiel qui affecte beaucoup de gens en précarité : l'écoute et la confiance en soi que seul un travail de promotion humaine exercé sur le long terme peut pallier. L'expérience des boutiques solidaires du Secours catholique - il y en a huit actuellement - offre ainsi un exemple de tentative de retissage du lien entre clients qui, au-delà des achats qu'ils viennent y faire, peuvent surtout trouver là un lieu d'échanges. Rendre des biens accessibles, tout en donnant accès à l'autre, c'est également ce qu'essaient de proposer le Secours populaire ainsi que d'autres associations locales par leur réseau de points de vente de vêtements et de meubles.

Si le recouvrement de la dignité des personnes en précarité passe par l'établissement de lieux de rencontres et d'écoute, il suppose aussi un accompagnement dans l'accès à l'emploi qui, pour certains, est une démarche difficile tant le processus de dévalorisation a laissé son empreinte. Ainsi, les Landes comptent une vingtaine d'associations d'aide à l'insertion par l'activité économique. Animées pour une grande partie par des bénévoles, ces

associations ont accueilli, formé, accompagné dans la recherche d'emploi près de 1000 personnes en 2009.

Le réseau d'acteurs décrit ici n'est bien sûr pas exhaustif. Il faudrait en particulier ajouter les éducateurs, les enseignants et les personnels soignants mais aussi tous les "anonymes" qui saisissent à quel point la pauvreté subie est un mal à combattre.

### ***L'inquiétude des intervenants de terrain grandit***

Cette mobilisation nous impressionne parce qu'elle dit le mieux d'une civilisation, à savoir son attention aux plus faibles. Elle souligne la générosité des donateurs, le progrès politique que constituent les mécanismes de redistribution ainsi que l'intelligence sociale à l'œuvre tant les innovations dans ce domaine sont nombreuses et tendent souvent à développer l'action en réseaux.

Pour autant, nous relayons ici l'inquiétude - voire l'indignation - des travailleurs sociaux et des dirigeants associatifs devant l'accroissement des situations précaires, alors même que les possibilités d'emplois et d'insertion s'amenuisent et que les budgets d'appui connaissent de plus en plus de difficultés. Sans compter que les formalités administratives sont de plus en plus drastiques et complexes pour les bénéficiaires qui préfèrent alors, dans certains cas, abandonner leurs démarches. De même, une autre de leurs inquiétudes ne peut que nous alerter : celle de constater que nombre de personnes en précarité, en plus de devoir renoncer à des biens nécessaires se mettent à renoncer à leur avenir, obérant par là même le travail d'insertion.

## **Être chrétien, c'est lutter contre les pauvretés**

La pauvreté nous provoque en tant que citoyens, femmes et hommes, qui ne peuvent se satisfaire d'un tel état de fait. Elle nous heurte aussi en tant que chrétiens appelés à combattre toutes formes d'humiliation de l'homme.

Certes, les Évangiles prônent un détachement choisi, mais celui-ci se trouve à rebours d'une pauvreté subie qui humilie. Cette pauvreté choisie, qui n'est pas pour autant le rejet de l'accès aux biens, est l'attitude frugale qui nous permet de nous en désencombrer et ainsi de nous laisser ouverts à Dieu et à l'Autre pour faire croître en nous la vie. Dans une société qui tend à se marchandiser, cette invitation n'a que plus de sens !

Certes, nous sommes appelés à combattre la pauvreté, mais nous devons reconnaître que les plus démunis nous évangélisent en profondeur, en ce qu'ils sont chemin d'humanisation pour nous, à condition qu'on entre avec eux dans une réelle rencontre. Comme le dit Andrea Riccardi, fondateur de la communauté Sant'Egidio qui œuvre à la recherche de la paix dans les conflits armés, « avec beaucoup d'humilité (puisque'ils n'ont ni la force, ni l'autorité pour manifester de l'arrogance), les pauvres nous alertent quand nous sommes orgueilleux et arrogants ». Ceci faisait déjà dire au Landais Vincent Depaul qui deviendra saint Vincent de Paul : « Les pauvres sont nos maîtres, nous devrions les remercier d'avoir besoin de nous ».

Certes, enfin, les Évangiles déclarent « heureux les pauvres », mais cela signifie surtout que Jésus a renversé une échelle des valeurs que les pouvoirs politico-religieux de son époque avaient construite et qui excluait beaucoup de membres de la société. C'est d'ailleurs vers ceux qui étaient les plus aux marges de la société qu'il a exercé la plupart de ses gestes et prononcé beaucoup de ses paroles. Jésus est venu inaugurer un Bonheur éternel et c'est aux exclus qu'il annonce en premier cette Bonne nouvelle. Ainsi, Lui dont les lieux de la naissance (une grotte) et de la mort (une croix) ont été ceux d'un rejeté, n'a jamais cessé de restaurer la dignité perdue, de soulager la souffrance et de dénoncer ce qui écrasait l'homme. Ce faisant, Il a aussi enseigné à ceux qui l'entouraient l'urgence de lutter contre ce qui conduit sur les chemins de l'exclusion, autrement dit loin de toute relation aimante. À toute époque, la foi chrétienne a ainsi poussé des hommes et des femmes à s'engager pour les plus démunis car le chemin qui mène vers Dieu est le même que celui qui conduit vers les plus pauvres. Là est encore l'enjeu pour nous aujourd'hui : même si ces valeurs d'attention aux pauvres ont fini par se répandre, au point de paraître une évidence dans notre société sécularisée - c'est tant mieux ! -, il nous faut demeurer toujours engagés, avec d'autres, pour rendre notre société plus "humanisante". En 1979, les évêques d'Amérique latine avaient, dans un contexte politique de grande exclusion, appelé en des termes vigoureux à prendre « l'option claire, prophétique, préférentielle et solidaire pour les pauvres [...] dans la perspective de leur libération intégrale ». Cette ancienne déclaration prononcée sur un continent éloigné de nos réalités est toujours d'actualité et universelle car la pauvreté déshumanisante se déploie partout. Cet appel va également plus loin en donnant des clés de discernement pour un engagement contre la pauvreté. En particulier, il montre que c'est moins d'une action

*pour les pauvres* dont ceux-ci ont besoin que d'une action avec eux, la mise en réseau, la recherche commune de solutions étant des clefs essentielles du recouvrement de la dignité. Comme le suggèrent certains acteurs et penseurs du combat contre la pauvreté moderne, il y a une véritable "puissance des pauvres" qui émerge par l'action collective notamment, et que notre engagement avec eux peut aider à s'exprimer. Par ailleurs, notre engagement dans ce que l'Abbé Pierre appelait « *l'insurrection contre la misère* » ne peut s'exonérer d'une vigilance politique voire d'un engagement dans le débat public (partis, syndicats, associations, exécutifs politiques), pour promouvoir des structures économiques, sociales et une répartition de la richesse plus justes. Ceci suppose notamment l'acceptation d'une fiscalité solidaire.

Nous nous reconnaissons dans le désir de faire vivre « *un christianisme de grand air* » dont parlait Emmanuel Mounier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et « *dénoncer toute forme de pauvreté et d'oppression, défendre et promouvoir en tout lieu les droits fondamentaux et inaliénables de la personne humaine* » (d'après rapport final du synode des évêques en 1985) nous paraissent bien la manière toujours actuelle de vivre en disciples de Jésus. *Etre chrétien en 2010, c'est choisir d'agir avec les pauvres, nos sœurs et frères, pour conquérir leur dignité.*

15 octobre 2010

**Les membres de la CERCA :**

Claudy Bernard, Pierre Blanc, Odile Claireaux,  
Patrice Desbordes, Jean-Marc Dubis,  
Michel Laborde, Solange Lafitte.

• Si vous souhaitez réagir : [cerca40@laposte.net](mailto:cerca40@laposte.net)

■ **En France**, le seuil de pauvreté en 2010 était de 910 euros pour une personne seule.

Si en France, 13% des personnes vivaient en dessous de ce seuil en 2008, ce taux était d'environ 10 % dans les Landes. Mais c'était avant la crise économique.

Les personnes adultes vivant seules représentent 83% des personnes surendettées. La majorité est âgée de 35 à 54 ans.

Mais le nombre des personnes âgées de plus de 55 ans est en croissance continue.

81% des personnes surendettées ont des revenus égaux ou inférieurs au SMIC.

Selon une enquête *Credoc* du mois de juillet 2010, 13% des Français limitent leurs dépenses de santé par manque de moyens.

■ **Dans les Landes**, les demandes d'aide sociale auprès du Conseil Général ont augmenté de 14% entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 30 septembre 2009. Le nombre de demandes pendant cette période s'établit à 7600 contre 6645 pour la même période de l'année 2008.

En 2009, le montant des aides accordées a augmenté de 24% par rapport à 2008.

En 2009, 9 épicerie sociales ont participé à l'alimentation de 11100 personnes.

Les demandes de restauration auprès des Restos du cœur ont augmenté de 8% entre l'hiver 2008-2009 et l'hiver 2009-2010.